

Huile de palme. Bolloré veut de bonnes pratiques

Le groupe breton, impliqué dans des achats de terres en Afrique et en Asie, souhaite jouer un rôle de médiateur avec les populations locales. Une première.

La rencontre avait d'abord été programmée au siège de [Bolloré](#). Trop visible pour un sujet aussi brûlant que celui de l'accaparement des terres. Les négociations ont donc eu lieu, vendredi, dans un grand hôtel parisien. Dans une salle sans lumière du jour, décorée de portraits de philosophes des Lumières.

Un soulagement pour Shiaka Sama, un petit paysan de Sierra Leone qui avait fait le voyage. « **On me considérait jusqu'à présent comme un criminel. Cette fois, j'ai eu l'impression d'être écouté** », explique ce père de trois enfants qui parle d'échanges « **constructifs** ».

Place aux négociations

Pendant trois heures, avec Emmanuel Elong, un paysan camerounais et Neth Prak, représentant des communautés Bunong au Cambodge, il a dressé devant Marie-Annick Darmaillac, la secrétaire générale du groupe Bolloré, un tableau sans concessions.

« **Je pensais que l'esclavage avait été aboli**, glisse-t-il à propos des salaires. **Trois dollars par jour et des indemnités offertes en guise de compensation pour accepter de quitter le lopin cultivé par sa famille, un dollar par an. Moi, j'ai refusé et dû faire de la prison.** » À ses côtés, le Camerounais Emmanuel Elong évoque les violences policières et les pressions exercées sur les communautés locales.

Via notamment la Socfin, une société de droit luxembourgeoise, dans laquelle il dispose de 39 % des parts, le groupe Bolloré exploite aujourd'hui 155 000 hectares de plantations d'hévéa et de palmier à huile. « **Les surfaces des sociétés africaines de la Socfin ont augmenté de 24 % entre 2011 et 2014** », précise React, une ONG qui soutient les riverains. Des contrats négociés au plus haut niveau des États.

Mais depuis plusieurs mois, comme un feu de brousse, les révoltes se multiplient. Plusieurs rapports, dont l'un réalisé par un groupe américain, le *Oakland Institute*, ont pointé de nombreux dysfonctionnements. Dénoncé les pressions exercées sur leur travail.

Engagé dans un programme ambitieux de [responsabilité sociale des entreprises \(RSE\)](#) pour son groupe, le patron breton ne veut plus se trouver en porte à faux. Certes, il n'est qu'un actionnaire de la Socfin. Et n'a donc pas en tant que tel de pouvoir de décision. Mais il entretient aussi avec la famille

dirigeante de la Socfin des liens capitalistiques et personnels étroits.
Place donc aux négociations. Une médiation officialisée sur le site du groupe
Bolloré. Mais sur laquelle aucune communication publique n'est pour l'instant
envisagée. [OF 28.10.2014](#)